

Le 5 avril 2013

L'honorable Charles Souza
Ministre des Finances
a/s du Secrétariat du budget
Édifice Frost Nord, 3^e étage
95 Grosvenor Street
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

Objet : Budget 2013 – améliorer la prospérité en augmentant la compétitivité économique

Monsieur le Ministre,

Le budget de 2013 constitue pour le gouvernement de l'Ontario une occasion de réitérer son engagement envers la prospérité économique. Nos principales recommandations relativement au budget de 2013 se concentrent sur l'amélioration de la productivité de l'Ontario. Ces recommandations stratégiques sont regroupées en cinq grandes catégories :

1. Favoriser l'innovation et les investissements étrangers en améliorant le programme de crédits d'impôt à la recherche et au développement (R&D)
2. Favoriser le démarrage de nouvelles entreprises grâce au crédit d'impôt pour investissement providentiel
3. Attirer et garder les gens les plus talentueux au monde
4. Mettre en application les réductions prévues du taux d'imposition des sociétés
5. Améliorer le programme de la taxe de vente harmonisée (TVH)

Nous saluons les efforts soutenus du gouvernement visant à réduire le déficit de l'Ontario. Le gouvernement a déjà pris des mesures importantes afin de mieux positionner l'Ontario pour affronter les enjeux intérieurs relatifs au déficit, et les enjeux internationaux tels que la lenteur de la reprise économique mondiale en Europe et aux États-Unis. Ces mesures comprennent la mise sur pied de la Commission de la réforme des services publics de l'Ontario, présidée par Don Drummond, dans le but d'aider l'Ontario à réduire les dépenses et à éliminer le déficit, à réduire les taux d'imposition des sociétés et à adopter la TVH.

Le problème de productivité de l'Ontario

Nous croyons que l'expansion économique durable en Ontario est freinée par son retard sur le plan de la productivité. En comparaison avec d'autres territoires en Amérique du Nord, l'Ontario affichait en 2010, un PIB par personne de 7 900 \$ inférieur à la médiane du PIB de 16 territoires nord-américains; et bien que l'écart soit passé à 7 500 \$ en 2011, l'Ontario a continué à se classer au 14^e rang. On estime que de cet écart, un montant estimatif de 900 \$ est attribuable à un avantage sur le plan de l'effort de travail, mais cet avantage est réduit en raison de la productivité plus faible de 8 400 \$¹. Comme il est expliqué dans notre rapport de 2011, [*L'avenir de la productivité : un plan de match en huit étapes pour le Canada*](#), nous croyons que la conjoncture est favorable pour relever ces défis et augmenter de façon considérable la productivité.

En ce qui a trait à nos recommandations pour le budget de 2013, nous avons tenu compte d'une observation faite dans notre rapport de 2012, [*L'avenir de la productivité : des choix clairs pour un Canada concurrentiel*](#), selon laquelle les entreprises à forte croissance stimulent la productivité au Canada. Aussi, lorsqu'il définit ses politiques fiscales, le gouvernement devrait s'assurer en priorité que celles-ci appuient les entreprises en plein essor, peu importe leur taille, leur type, leur secteur d'activité et leur emplacement.

RECOMMANDATIONS DE DELOITTE EN VUE DU BUDGET DE 2013

1. Favoriser l'innovation et les investissements étrangers en améliorant le programme de crédits d'impôt à la recherche et au développement (R&D)

L'innovation est le moteur de la productivité et, par conséquent, de la création d'emplois. Or, la primauté historique du Canada en ce qui concerne les encouragements à l'innovation est menacée. Étant donné que la concurrence pour attirer les investissements étrangers pour la R&D devient de plus en plus vive, il est primordial que le Canada et les provinces améliorent leurs incitatifs fiscaux à la R&D s'ils veulent rester concurrentiels. En 1996, seulement 12 pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) offraient des incitatifs fiscaux à la R&D; aujourd'hui, ils sont 22 à en offrir et d'autres, notamment l'Allemagne et la Suède, envisagent de le faire. En outre, la France, le Royaume-Uni et d'autres pays ont considérablement amélioré leurs programmes².

Pour encourager l'investissement étranger, ce qui constitue l'une de nos recommandations au gouvernement fédéral, nous proposons l'augmentation des crédits d'impôt à l'investissement (CII) remboursables pour la R&D pour toutes les entreprises plutôt que pour certaines petites entreprises seulement. Bon nombre de provinces canadiennes qui sont des concurrentes de l'Ontario quant aux dépenses de R&D effectuées par les entreprises, ont déjà mis cette mesure en œuvre; l'Alberta, le Manitoba et la Saskatchewan sont les provinces qui ont récemment mis sur pied un programme de crédits d'impôt remboursables pour la R&D offert à toutes les entreprises. Les provinces canadiennes ne sont pas seules à offrir à toutes les entreprises le remboursement du crédit d'impôt; certains pays,

1. Ontario, Groupe d'étude sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques : *A push for growth : The time is now*, neuvième rapport annuel (Toronto, Institute for Competitiveness and Prosperity, novembre 2012), page 15.

2. Nathan Aronshtam et Joanne Hausch. *Innovation and the SR&ED Program*, rapport de la conférence de 2010 de la Fondation canadienne de fiscalité.

comme la France et le Royaume-Uni, offrent déjà un programme semblable ou le feront prochainement.

Pour de nombreuses multinationales établies aux États-Unis, il y a une importante distinction entre un incitatif qui est une économie d'impôt permanente et celui qui est un simple report d'impôt, et la valeur qui est accordée à une telle distinction peut avoir un poids énorme³.

Actuellement, l'Ontario offre le crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario (CIIO), qui est remboursable, seulement aux petites entreprises. La province offre également un crédit non remboursable, soit le crédit d'impôt à la R&D, à toutes les entreprises. Cependant, puisque ce crédit n'est pas remboursable, les entreprises en tirent profit seulement au cours des exercices où elles comptent un passif d'impôt. La planification à long terme est donc plus ardue pour ces organisations, car bon nombre d'entre elles exercent leurs activités dans des secteurs cycliques et peuvent difficilement prédire les années pour lesquelles elles auront suffisamment d'impôt à payer pour profiter du crédit d'impôt à la R&D. En permettant que ces crédits soient remboursables, le gouvernement compenserait adéquatement les risques inhérents à la R&D en Ontario et enverrait un message clair aux sociétés étrangères à la recherche de nouvelles occasions d'investissement.

Nous croyons non seulement que l'Ontario doit permettre le remboursement du crédit d'impôt de l'Ontario à la R&D, mais aussi que la province est en mesure d'accroître le taux de ce crédit. Le taux actuel de 4,5 pour cent est beaucoup plus bas que le taux offert dans la plupart des autres provinces⁴.

En apportant son appui à l'innovation par l'entremise du programme d'incitatif fiscal pour la R&D, le gouvernement de l'Ontario aidera la province à devenir un chef de file de l'innovation, tant dans l'économie du savoir que dans les nouvelles technologies conçues pour exploiter l'énergie et les ressources naturelles.

2. Favoriser le démarrage de nouvelles entreprises grâce au crédit d'impôt pour investissement providentiel

Les industries du savoir contribueront considérablement à la productivité et à la croissance économique de l'Ontario. L'Ontario a la possibilité d'assumer un leadership international dans des secteurs tels que les sciences de la vie, les énergies nouvelles, les technologies propres, les médias numériques et d'autres secteurs des technologies et de l'innovation.

Nous félicitons le gouvernement d'avoir reconnu que le soutien au financement est essentiel en annonçant son intention de mettre en place un crédit d'impôt pour investissement providentiel (« angel

3. Les CII liés à la RS&DE, dont bénéficient les entreprises canadiennes qui sont des filiales de sociétés mères américaines et qui mènent des activités de R&D au Canada, n'engendrent qu'un écart temporaire, compte tenu que le crédit d'impôt non remboursable ne fait que réduire l'impôt sous-jacent exigible. Même si des incitatifs fiscaux canadiens pour la RS&DE permettent à celles-ci de réduire les impôts à payer au Canada, en réalité, les impôts que paie la société mère aux États-Unis augmentent lorsque les fonds sont rapatriés du Canada aux États-Unis compte tenu des règles relatives au crédit d'impôt étranger des États-Unis. Cependant, le crédit d'impôt remboursable est traité comme une réduction de dépenses aux États-Unis, ce qui a pour effet d'augmenter le revenu net avant impôts et, par conséquent, de créer une économie d'impôt permanente.

4. La plupart des provinces, autres que le Québec, offrent un taux de crédit d'impôt pour la R&D de 10 % ou de 15 % des dépenses admissibles de RS&DE. Au Québec, le taux de crédit d'impôt de base pour la R&D est de 17,5 % des salaires de R&D.

tax credit ») pour les investisseurs individuels ainsi que des mesures incitatives pour l'établissement de fonds de capital-risque en Ontario. Nous sommes d'avis que l'Ontario doit accorder son soutien aux entreprises d'ici qui ont le potentiel de briller sur la scène mondiale au moyen de mesures incitatives de ce type. Nous recommandons d'accorder la priorité à un crédit pour investissement providentiel puisque ce type d'investissement constitue le point de départ logique pour toute initiative de renouvellement de l'innovation en Ontario et qu'il s'agit du type d'incitatif qui pourrait avoir le plus d'incidence sur la croissance de notre économie.

Depuis 2003, la Colombie-Britannique offre un crédit d'impôt pour investissement providentiel dans le cadre de son programme de capitaux propres, qui vise à favoriser la création de nouvelles entreprises et l'expansion des entreprises existantes. Selon une évaluation de ce programme réalisée en 2010, on estime que le crédit d'impôt pour investissement providentiel produit 1,41 \$ en taxes provinciales à la consommation et en impôt sur le revenu pour chaque dollar de crédit demandé⁵. L'expérience de la Colombie-Britannique suggère que la mise en place d'un crédit d'impôt provincial pour investissement providentiel n'entraînera pas de coûts à long terme pour le gouvernement provincial.

3. Attirer et garder les gens les plus talentueux au monde

Il faut insister sur la nécessité d'attirer et de retenir les personnes les plus aptes à favoriser l'innovation dans l'économie et à améliorer la productivité de l'Ontario. C'est pourquoi nous encourageons le gouvernement à miser sur l'amélioration de la compétitivité de son régime d'imposition des particuliers et sur l'initiative Perspectives Ontario : Programme de désignation des candidats de la province.

Examiner les taux d'imposition des particuliers

Pour demeurer concurrentiel par rapport aux autres provinces et territoires lorsqu'il s'agit d'attirer et de garder les gens de talent, l'Ontario doit aussi veiller à ce que le taux d'imposition des particuliers soit concurrentiel. Ce n'est peut-être pas le cas présentement, par exemple, le taux d'imposition marginal maximal, figure parmi les plus élevés au pays. Nous croyons que l'Ontario a tout intérêt à veiller à ce que le régime d'imposition des particuliers incite les gens à vivre et à travailler en Ontario.

Améliorer le programme Perspectives Ontario : Programme de désignation des candidats de la province

Nous félicitons le gouvernement d'avoir mis au point une stratégie en matière d'immigration qui cherche à attirer des travailleurs hautement qualifiés et leurs familles, à soutenir des collectivités diversifiées et à favoriser une économie qui tisse des liens dans le monde, tel qu'il est mentionné dans le rapport de novembre 2012, [Une nouvelle orientation : stratégie ontarienne en matière d'immigration](#). En favorisant l'immigration de personnes instruites, productives et innovatrices en Ontario, on améliore la compétitivité internationale des entreprises ontariennes, tout en rehaussant les recettes fiscales provenant des entreprises et des particuliers.

5. Thomas Hellerman et Paul Schure. [An Evaluation of the Venture Capital Program in British Columbia](#) (Colombie-Britannique, Ministry of Small Business, Technology, and Economic Development), 2010.

Les chiffres du recensement de 2011 indiquent que l'immigration en Ontario a diminué de façon importante depuis la précédente période de recensement. En effet, même si l'immigration au Canada est demeurée stable, la part de l'Ontario a diminué. Si elle est ignorée, cette baisse aura indéniablement une incidence négative sur la prospérité économique de l'Ontario. À notre avis, le gouvernement doit agir en améliorant le Programme de désignation des candidats de la province, autant à l'égard du programme de désignation des investisseurs que du programme de désignation des travailleurs étrangers. Une des approches possibles consisterait à réduire le montant de capital de 3 000 000 \$ requis pour les investisseurs étrangers. Pour attirer davantage de travailleurs étrangers, le gouvernement doit également revoir les critères relatifs au seuil minimal pour les entreprises admissibles en Ontario. De plus, une attention particulière doit être apportée au programme relatif aux travailleurs étrangers temporaires pour certaines sociétés admissibles. Enfin, le gouvernement devrait aussi songer à harmoniser les exigences en matière de salaires (c.-à-d., permettre de la souplesse à l'égard du salaire courant) en vertu du Programme de désignation des candidats de la province avec celles des avis relativement au marché du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC). Ainsi, tout travailleur étranger possédant un permis de travail délivré en fonction d'un avis relatif au marché du travail serait admissible au Programme de désignation des candidats de la province.

4. Mettre en application les réductions prévues du taux d'imposition des sociétés

Le budget de 2012 a imposé un gel du taux d'imposition sur le revenu des sociétés à 11,5 %. Dans le cadre du Plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance, le taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario est passé de 14 % en 2009 à 11,5 %. Ce taux devait passer à 11 % le 1^{er} juillet 2012 et à 10 % le 1^{er} juillet 2013. Ces réductions du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés devraient reprendre en 2017-2018, lorsque l'Ontario prévoit avoir retrouvé l'équilibre budgétaire. Cette mesure devrait permettre à la province d'économiser près de 1,5 milliard de dollars au cours des trois prochaines années. Étant donné le besoin de certitude qu'ont les entreprises à l'égard des principaux facteurs qui auront une incidence sur leurs affaires, il est dommage que les réductions prévues tardent à venir; par contre, ce n'est pas déraisonnable compte tenu de la nécessité d'équilibrer le budget à court terme. Il est toutefois très important que le gouvernement aille de l'avant avec les réductions prévues une fois le budget équilibré.

5. Améliorer le programme de la taxe de vente harmonisée (TVH)

Comme nous l'avons mentionné ci-haut et au cours des années antérieures, nous nous réjouissons de la mise en œuvre de la TVH par le gouvernement. Cela représente une étape importante pour réduire les frais administratifs de l'Ontario, permettre à la province d'être plus concurrentielle, encourager les nouveaux investissements et améliorer la productivité. En fait, l'adoption de la TVH par l'Ontario a été soulignée par le magazine *Forbes*, qui a placé le Canada au premier rang des pays où il fait bon faire des affaires⁶.

Nous encourageons le gouvernement à continuer de faire évoluer son programme de TVH en abordant les points à améliorer, entre autres l'exigence pour les entreprises liée à la récupération des crédits de taxe sur les intrants (exigence relative à la RCTI) relativement à la composante provinciale de la TVH pour certaines dépenses. Nous sommes d'avis que l'exigence relative à la RCTI devrait être éliminée puisqu'elle va à l'encontre du principe même des avantages d'une taxe sur la valeur ajoutée comme la TVH. Nous croyons également que des améliorations devraient être apportées à l'application, toujours

6. Kurt Badenhausen. *The Best Countries for Business*, Forbes.com, 3 octobre 2011.

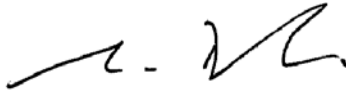
en vigueur, de la taxe de vente provinciale (TVP) à certaines assurances IARD. En effet, les assureurs doivent dorénavant assumer une charge fiscale additionnelle liée à la TVH en raison de l'élargissement de l'assiette fiscale comparativement à la TVP. Une fois que la TVP de 8 % est ajoutée aux primes, une taxe est perçue sur la taxe. Nous croyons qu'il s'agit d'une mauvaise politique fiscale qui augmente le coût de l'assurance pour les assureurs et les assurés. Par conséquent, nous recommandons l'abrogation de la TVP sur les assurances.

Deloitte tient à jouer un rôle décisif pour ce qui est de façonner l'avenir de l'Ontario. Nous espérons que nos recommandations vous seront utiles lorsque vous établirez le budget de 2013. Nous serions ravis de discuter des enjeux abordés dans le présent document avec vous ou avec un de vos représentants du ministère des Finances.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.



Heather L. Evans
Associée directrice, Fiscalité
Deloitte s.e.n.c.r.l.



Albert Baker, FCPA, FCA
Leader en politique fiscale
Deloitte s.e.n.c.r.l.

Copie conforme : M. Steve Orsini
Sous-ministre
Ministère des Finances de l'Ontario

M. Patrick Deutscher
Sous-ministre adjoint, Bureau des politiques économiques
Ministère des Finances de l'Ontario